

Juste Terre!

n°87
JANVIER-FÉVRIER
2012
N° SPÉCIAL
www.entraide.be

Aujourd'hui, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim. Les deux tiers de ces personnes sont des paysans et des paysannes. Les petits paysans vivant de l'agriculture familiale sont condamnés à la ruine à travers la libéralisation progressive du commerce international. Le soutien à la petite agriculture familiale est primordial pour assurer leur souveraineté alimentaire et leur droit à l'alimentation. Entraide et Fraternité se mobilise en faveur de politiques favorables à l'agriculture paysanne.



Edito

Les marchés sont nerveux ... Nous aussi !

Les marchés sont nerveux, font la pluie et le beau temps... et nous tiennent en haleine... Sommes-nous tombés si bas ? Aurions-nous oublié que l'économie dominée par les mécanismes de marché n'est qu'une des formes de l'économie qui s'est imposée et reproduite pour diverses raisons à l'échelle mondiale ? Plutôt que d'avoir peur d'être observés par les "yeux du Marché", promouvons des politiques qui se démarquent d'un modèle néolibéral profitable seulement à une minorité. Réaffirmons avec force une économie au service des populations et collaborons à mettre en place les étapes dans ce sens...

Alors qu'en 2011, les accords de libre commerce entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique centrale ont été évalués par le ministère de l'agriculture guatémaltèque plutôt comme négatifs, les accords de libre commerce entre l'Union Européenne et l'Amérique centrale sont en voie d'être ratifiés... À qui profite donc cette dérégulation généralisée ? Pouvons-nous y faire quelque chose, nous qui vivons en Belgique et qui en subissons aussi les effets ? Deux questions auxquelles Entraide et Fraternité, cette année, apporte une réponse en analysant l'impact du commerce international sur l'agriculture paysanne, particulièrement au Guatemala et au Nicaragua.

Aujourd'hui, les politiques agricoles et commerciales n'ont jamais été aussi peu régulées avec une série de conséquences dramatiques pour l'agriculture paysanne... et ce, même si des études internationales (FAO, FIDA) démontrent que l'agriculture paysanne, si elle est soutenue, contribue à réduire la pauvreté dans les pays du Sud. Heureusement, nombreux sont les réseaux qui donnent voix à ceux et celles que le modèle néolibéral écrase, contestent de plus en plus ouvertement "l'inévitabilité" de ce modèle et élaborent des contre-propositions...

Entraide et Fraternité fait partie de ces réseaux et entend bien poursuivre ses efforts dans le soutien à une économie au service du développement et non l'inverse.

■ Carmelina Carracillo

Responsable du Service Politique
Entraide et Fraternité



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Guatemala : terre de paradis ?



C'est à peu de chose près ce que vantent les affiches touristiques dans le hall de certains hôtels du pays. Terre de paradis, le Guatemala pourrait l'être : richesses naturelles, diversité culturelle, courage et créativité des populations... et pourtant, sept personnes sur dix vivent dans la pauvreté en zone rurale et deux millions ont émigré aux Etats-Unis malgré le coût (4 000 euros) et les risques de rapt au Mexique.

Guatemala, terre de paradis... mais la terre de qui ? 78% des terres cultivables sont aux mains de 8% des producteurs (c'était en 2002). La réforme agraire promue par le gouvernement et les institutions financières internationales a été un échec. Les crédits ont fini par être alloués aux multinationales et aux éleveurs de bétail intéressés par le marché agraire. Nos partenaires dénoncent l'acquisition des terres fertiles par les mégaprojets : projets hydrauliques, plantations de canne à sucre et de palmiers à huile à destination de l'exportation, exploitations minières s'installant sur des terres occupées pour la plupart par des paysans indigènes. On estime à 500 000/700 000 ha l'étendue des terres destinées à la culture du palmier à huile.

Cette alliance entre les entreprises et le gouvernement - composé de membres de l'oligarchie et du secteur privé - a aussi pour conséquence une répression des leaders des communautés opposées aux acquisitions ou défendant

leurs droits. Ceux-ci sont donc poursuivis à la fois par la police de l'Etat et par des milices privées des entreprises : en mars 2011, à Polochic, il y a eu 13 tués, 300 maisons et 100 hectares détruits¹.

Sa belle nature... 100 000 ha de forêt disparaissent par an - notamment pour les plantations de palmiers qui entraînent la perte de fertilité des sols et de la biodiversité²! 60% de l'eau totale du pays sont utilisés par les entreprises de canne à sucre ! À la mine Marlin, il faut 20 tonnes de roche pour extraire 1 gramme d'or, 14 tonnes de cyanure et 200 000 litres d'eau par heure pour le nettoyer. Et pour achever le paysage : des entreprises font reconnaître leurs plantations de palmiers à huile comme forêts pouvant absorber du CO2 dans le cadre de projets des mécanismes de développement propre, ce qui leur permet d'échapper aux éventuelles limitations de production et de profiter de la vente de crédits carbone ! Une entreprise a reçu 5 millions de dollars pour 7 ans de vente de crédit carbone.

Sa cuisine traditionnelle... et ses 43,4% de la population en malnutrition chronique (2010) ! Et pour lutter contre la crise alimentaire, plutôt que de soutenir l'agriculture paysanne dans la production des denrées alimentaires, le gouvernement a préféré autoriser une augmentation de leur importation (maïs jaune, poulet, farine de maïs)³. Outre la perte de leurs terres, les paysans subissent aussi celle de leur sécurité alimentaire. Une paysanne me disait qu'aujourd'hui, sa propre production lui permettait de nourrir la famille à peine quelques mois par an.

Ses traditions culturelles... Beaucoup de leaders de mouvements indigènes m'ont confié qu'un de leur souci était de redécouvrir - et faire redécouvrir - la culture maya avec ses conceptions du monde, du temps, de l'espace, des événements de la vie, du rapport à Dieu et à ses saints, à la nature. La population indigène représente 40%, selon les chiffres officiels, ou 60%, selon les mouvements indigènes, de la population totale. Le gouvernement ne reconnaît pas leurs outils traditionnels de consultation des communautés surtout si ceux-ci ne servent pas ses intérêts et ceux des entreprises qu'il soutient (comme les mégaprojets, par exemple).

Et ses jolies indigènes... qui subissent une double violence : familiale - qui se dénonce rarement - et celle des milices privées qui s'attaquent aux femmes notamment pour punir les actes de résistance des militants. En 2008, on relève 658 cas de morts violentes. On parle de fémicide. Et vu l'impunité, la situation risque de ne pas s'améliorer. Lorsqu'elles travaillent comme agricultrices, les femmes n'ont pas d'existence juridique (pas de carte d'identité, pas de compte en banque). Elles vivent en "copropriété", ce qui signifie que généralement, elles n'ont droit à rien : ni aux biens immobiliers (le décret foncier titularise seulement les hommes) ni à l'argent (même si elles le gagnent, elles doivent le donner à leur mari ou à leur père). Lorsqu'elles sont salariées, elles gagnent bien moins que les hommes pour le même travail. Et lorsque les hommes émigrent pour travailler, ce sont encore elles qui assurent la nourriture et les soins de la famille.

Et ses accords de libre commerce... Le rapport du ministère de l'économie guatémaltèque (2011) a comparé la situation durant les périodes pré et post-accords DR CAFTA (Dominican Republic Central America Free Trade Agreement). Il conclut à des effets négatifs pour l'économie guatémaltèque⁴ (déficit de la balance commerciale avec augmentation des importations, dépendance pour le riz, maïs et coton, pas de diversification dans les produits d'exportation guatémaltèques⁵, etc.). Par contre, le rapport du Département de l'Agriculture des Etats-Unis évalue les effets de cet accord comme extrêmement positifs pour les EU (exportations en croissance). Le gouvernement guatémaltèque ne tient pas compte de ce document et signe, en 2010, les Accords d'Association entre l'UE et les républiques d'Amérique centrale, Pérou et Colombie (AACUE). Ces accords prévoient notamment l'accès des entreprises européennes au marché des services aux mêmes conditions que les entreprises locales. Cela entraînera la disparition des PME guatémaltèques actuelles qui perdront une grosse part du marché. Elles ne sont, en effet, pas de taille à concurrencer les entreprises de l'UE. Et pour l'agriculture paysanne, il sera difficile de se protéger contre les denrées alimentaires en provenance de l'UE qui vont concurrencer les produits alimentaires locaux de base.

Mais aussi ses résistances... La parole est à nos partenaires et ...chapeau bas !

- À ceux et celles qui risquent leur vie pour défendre leurs droits et ceux de leur peuple.
- À ceux et celles qui soutiennent les paysans et les paysannes dans la production et dans la commercialisation : pratique de l'agroécologie, renforcement de la commercialisation au niveau local et régional, organisation de foires agricoles, banque de semences bio, telles sont les initiatives qui confirment que, soutenue, l'agriculture paysanne durable est en mesure de fournir emploi et revenu tout en ayant un impact sur le territoire (effets écologiques positifs et service aux consommateurs). *"Je produis 40 quintaux de tomates dans ma serre en un an. On a, en tout, 15 cuadras (20x20m) et avec ça, on vit à 4 familles : mes trois enfants mariés et nous. J'ai aussi des poules, un ou deux cochons. On n'achète rien. J'ai aussi un petit carré de plantes aromatiques. Je vends au marché et les gens se déplacent pour acheter ici. Et j'aimerais diffuser cet enseignement pour montrer aux jeunes que vivre comme paysan, c'est possible."* (Paysan de Totonicapán)

... et la solidarité Nord/Sud car, après l'indignation, viennent l'action et la solidarité. Et c'est ce que nos partenaires souhaitent : *"C'est important pour nous d'être soutenus pour mieux consolider notre résistance et notre lutte et les rendre internationales"* (CPO). *"C'est essentiel pour nous que ces messages se transmettent en Europe, que nous soyons soutenus dans notre dénonciation. Ecrivez des lettres au Président du Guatemala, diffusez autant que possible des informations dans les médias"* (CEIBA).

■ Carmelina Carracillo

⁴ Accords ratifiés en 2007 et en 2009, par les EU et les pays d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine, Costa Rica).
⁵ Seuls les secteurs agricole et minier - vulnérables sur le plan du marché mondial (forte volatilité des prix) - ont connu une forte hausse d'exportation - respectivement de 80,1% et de 41,1% entre 2006 et 2010.



¹ On compte 17 morts par jour dans le pays.
² À cela s'ajoute la sécheresse due au détournement des fleuves.
³ Dans les années 80, le pays était autonome pour le maïs jaune. Aujourd'hui, 72% sont importés.

Le Nicaragua hypothèque sa sécurité alimentaire

Le Nicaragua est en superficie le plus grand pays d'Amérique centrale. Il est également le pays le plus pauvre de la région - juste après Haïti. De ses 5,8 millions d'habitants, 48% vivent dans l'extrême pauvreté, chiffres grimant jusqu'à 70% lorsque l'on ne s'attarde que sur la population rurale qui représente 43% de la population totale.



Depuis l'accession de la gauche - le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) - au pouvoir (2006)⁶, le pays connaît deux formes de globalisation. La première est la globalisation néolibérale axée sur un développement économique ancré dans la compétition : accords de libre échange avec les Etats-Unis et l'Union européenne ainsi que des accords passés avec le FMI et la Banque mondiale. Ces politiques, mises en place par les gouvernements précédents, tous d'obédience libérale, sont perpétuées par le gouvernement actuel. Leurs effets sur l'agriculture se ressentent à plusieurs niveaux : tout d'abord, sur la capacité des producteurs à résister aux chocs liés aux fluctuations abruptes des prix - à la hausse ou à la baisse. Ensuite, en ayant rendu le pays dépendant des exportations de matières premières pour ses revenus et des importations pour l'alimentation, c'est la sécurité alimentaire de la population et son développement "durable" qui ont été hypothéqués.

La seconde forme de globalisation est le fruit d'une intégration régionale axée sur les développements socio-économiques - par l'entremise d'une économie coopérative. Elle se fait à travers l'intégration, dès 2007, de l'Alliance Bolivarienne pour les peuples d'Amérique. Malgré une utilisation clientéliste et non transparente, par le FSLN, des fonds alloués, force est de constater que les programmes sociaux ne manquent pas : alphabétisation, éducation, soins de santé, réduction de la pauvreté et de la faim via la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, aide à la construction d'habitat, ... Certes, d'énormes progrès restent à faire - notamment en termes d'accès à l'eau potable, d'éducation dans les zones ru-

rales et de construction de routes carrossables - mais investir dans le social, c'est aussi investir dans le futur. Et c'est sans doute ce qui explique la dernière réélection du FSLN.

Le fait que le pays dispose de nombreuses ressources naturelles (terres fertiles, ressources hydriques, ...) - qui lui permettent de pouvoir espérer sortir sa population de la malnutrition et de la pauvreté - est encourageant. Les projets soutenus par Entraide et Fraternité, par l'entremise de la Cuculmeca, sont, à ce titre, porteurs d'espoir : les agriculteurs développent, entre autres, leurs propres fertilisants et insecticides de manière biologique. Ils réduisent ainsi leur coût de production (les engrais et pesticides chimiques sont bien plus chers). Ceci permet également d'augmenter la production tout en ayant un impact positif sur l'environnement.

Renforcée, la société civile sera à même d'inciter les pouvoirs publics à aller plus loin dans ses programmes sociaux et à les rendre complémentaires des initiatives locales d'agro-écologie. Une cohérence peut émerger entre ces différents programmes afin qu'ils s'intègrent harmonieusement à la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires (2009).

■ François Delvaux

Chargé de recherche et de plaidoyer
Service Politique Entraide et Fraternité

⁶ Ce 6 novembre 2011, Daniel Ortega - du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) -, déjà à la tête du mouvement révolutionnaire sandiniste dans les années 80, a été réélu pour la deuxième fois consécutive.

Le commerce international : une compétition injuste

Notre système économique n'est pas "naturel" : il est le fruit de choix politiques dictés par une idéologie néolibérale qui veut faire croire qu'il n'y a pas d'autre système possible.

En 1948, l'Organisation internationale du commerce (OIC) émerge au sein des Nations Unies. Elle a pour objectifs l'atteinte du plein emploi et le relèvement du niveau de vie dans le respect des Droits humains.

En 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) voit le jour. Composée de la majorité des Etats du monde, elle définit les règles du commerce international. Indépendante des Nations Unies, elle vise le "tout au Marché", c'est-à-dire la réduction draconienne de l'intervention de l'Etat dans les échanges commerciaux. Il faut que les flux des biens échangés ne rencontrent aucun obstacle. Selon cette logique, la maximisation des échanges est censée participer au développement de la société, les richesses issues de la croissance étant redistribuées de façon automatique et naturelle. Aujourd'hui, il est prouvé que ces mécanismes ont pour conséquences la compétition généralisée et l'accroissement des inégalités. Pourtant, ce modèle économique continue à être promu comme la voie vers le développement économique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

En ce qui concerne l'agriculture, la libéralisation et la financiarisation de l'économie, couplées à la logique de modernisation de l'agriculture entamée au 20^e siècle, n'ont cessé de nuire aux paysans, aggravant les problèmes de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Au contraire, les stratégies de souveraineté alimentaire permettraient à tout pays de protéger et de développer une agriculture paysanne capable de réduire les problèmes de faim et de pauvreté, sans pour autant porter préjudice aux politiques alimentaires d'autres pays.

C'est d'autant plus nécessaire que le modèle actuel atteigne ses limites : surexploitation de l'environnement (monoculture généralisée et utilisation intensive d'intrants chimiques), contrôle croissant des multinationales (en amont : semences, pesticides, fertilisants ; en aval : transformation et distribution), prix des denrées alimentaires fixé par le marché (spéculation), ...

- 20 multinationales contrôlent le commerce du café
- 6 détiennent 70% du commerce du blé
- une seule contrôle 98% de la production de thé conditionné
- 4 sociétés basées aux Etats-Unis (Cargill, Monsanto, Novartis, ADM) contrôlent plus de 80% du marché mondial des semences et 75% du marché de l'agrochimie



150 millions : c'est le nombre de personnes supplémentaires (le total dépassant le milliard de personnes) ayant plongé dans la malnutrition suite à la crise alimentaire de 2007-2008. La spéculation était une des causes premières de cette crise.

Recommandations

Au niveau belge

- Veiller à ce qu'aucun accord bilatéral, investissement ou projet de développement (via des instances telles que la CTB, la DGD, BIO) ne réduise à néant les efforts de la Belgique et de la communauté internationale en vue de réaliser la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Cela pourrait, par exemple, se faire via un organe de surveillance ouvert à la société civile au sein du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire en ce qui concerne les projets de développement pris en charge par le secteur privé.
- Aider les pays partenaires à constituer des systèmes de protection leur permettant de développer une agriculture paysanne vouée aux marchés locaux nationaux et régionaux de manière à accroître les revenus de leurs populations et de leur assurer une sécurité alimentaire.

Au niveau européen et international

- Interdire la spéculation financière de se positionner sur le marché des matières premières (en les enregistrant, par exemple, et en limitant le nombre de transactions effectuable par une même personne/entité sur un produit afin d'éviter le gonflement virtuel des prix).
- Soutenir la mise en place de stocks régionaux et locaux – gérés de manière collective et participative – pour parer aux instabilités de productions liées au climat mais aussi afin de réduire les conséquences de la volatilité des prix.

- Reconnaître le droit des Etats à protéger et à développer les secteurs de leur agriculture, qui sont essentiels à leur sécurité alimentaire.
- Conditionner de manière stricte la signature de tout accord de libre-échange au respect des Droits humains, du travail et de l'environnement, sous peine de suspension de l'accord.
- Exiger que tout accord soit soumis à une évaluation préalable en termes de sécurité alimentaire et de Droits humains.
- Traiter toutes les questions liées à l'agriculture au sein du Comité mondial de la Sécurité Alimentaire (CSA) afin d'avoir une légitimité et une cohérence au niveau international. Donner à ce dernier les moyens techniques et financiers d'assurer la gestion du dossier agricole au niveau international.
- Favoriser le développement de marchés agricoles, régionaux et protégés, de pays ayant des productivités agricoles voisines.

Agenda - Campagne politique 2012 Stop à l'agriculture qui tue les paysans

Pour défendre les intérêts des paysans et des paysannes face au commerce international, Entraide et Fraternité axe une partie de son action sur les Accords d'association entre l'Union européenne (UE) et les républiques d'Amérique centrale, Pérou et Colombie (AACUE). Ces Accords, signés en 2010, doivent encore être ratifiés par le Parlement européen et par chaque pays membre de l'Union européenne.

Notre position est de soutenir les réseaux, mouvements et associations de paysans, de paysannes, d'indigènes, de la société civile, nationaux d'Amérique centrale et internationaux, qui s'opposent à la ratification de ces Accords. En effet, ceux-ci empêchent des stratégies de souveraineté alimentaire (par l'impossibilité pour le pays de freiner les importations de denrées alimentaires pourtant en mesure d'être produites au niveau national, par exemple), menacent les droits humains - dont celui à l'alimentation - et ne profitent pas à la majorité de la population.

Une délégation composée de membres d'Entraide et Fraternité, de CIFCA (réseau international d'ONG travaillant en Amérique centrale) et de la Commission Justice et Paix exposera sa position aux décideurs. La délégation sera accompagnée de deux partenaires d'Entraide et Fraternité, Harmhel Antonio Dalla Torre Salguera (La Cuculmeca, Nicaragua) et Natalia Atz Sunuc (CEIBA, Guatemala) et de jeunes.

Dans ce cadre, plusieurs rencontres de plaidoyer sont prévues **en mars**:

- le 22 mars 2012, avec des députés du Parlement européen, à Bruxelles,

- le 23 mars 2012, avec le Ministre de la Coopération belge, P. Magnette.
- le 27 mars 2012, avec des députés du Parlement fédéral belge, à Bruxelles

En mai, au Brabant wallon, à l'initiative d'Entraide et Fraternité, plusieurs associations régionales organisent une rencontre avec des représentants des différents partis en prévision des élections communales, à Ottignies-Louvain-la-Neuve. La thématique abordée concerne les circuits courts de commercialisation. L'enjeu est d'obtenir un soutien politique à la promotion et à la généralisation d'initiatives de consommation de produits locaux issus de l'agriculture paysanne et/ou biologique.

En septembre, au Salon Valériane, du 31 août au 2 septembre, Entraide et Fraternité organise, en collaboration avec la Commission Justice et Paix, un débat avec plusieurs représentants politiques au sujet de l'agro-industrie et de ses dérives.

Octobre 2012 : Dans le cadre de notre participation à la Coalition contre la faim, nous organiserons, comme chaque année, un événement avec les parlementaires fédéraux belges lors de la Journée mondiale de l'alimentation. C'est l'occasion de leur transmettre un récapitulatif des différentes recommandations soumises tout au long de l'année afin que les politiques belges soient toujours plus et mieux orientées dans leurs stratégies de lutte contre la faim dans une perspective de souveraineté alimentaire.

Une délégation de partenaires rencontre Isabelle Durant au Parlement européen pour la défense de l'agriculture familiale.



Les publications d'Entraide et Fraternité

Des analyses pour mieux comprendre

À qui profitent les crises ? Que ne vous disent pas les actualités ? Marre des slogans ? Du jargon ? Les analyses d'Entraide et Fraternité sont faites pour vous !

Disponible sur www.entraide.be, chaque analyse présente les principaux enjeux relatifs à une thématique donnée. Alliant rigueur scientifique et enthousiasme militant, ces analyses accompagnées, la plupart du temps, de témoignages et d'exemples, offrent un point de vue résolument politique : oui, nous croyons que la Terre peut tourner plus JUSTE !

Une étude

“Stop à l'agriculture paysanne qui tue les paysans : quels enjeux pour l'agriculture paysanne face au commerce international ?”

À qui profite le commerce international tel que conçu aujourd'hui ? Telle est la question centrale de cette étude d'une cinquantaine de pages. Elle démontre que le modèle néolibéral de gestion de la société n'est en rien inévitable : il résulte de choix politiques. Cette étude donne également à voir les répercussions importantes de ce mode de gestion et de pensée sur le type d'agriculture promue au niveau mondial : c'est l'agriculture paysanne qui est toujours davantage marginalisée alors qu'elle est pourtant capable de répondre aux problèmes de faim et de pauvreté que connaissent les pays du Sud.

Ensuite, des études de cas et témoignages, au Nicaragua et au Guatemala, illustrent abondamment la manière dont les règles de commerce international affectent la vie quotidienne des paysans et des paysannes et leur environnement. Institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international), gouvernement, oligarchie et multinationales se partagent des rôles décisifs dans les politiques agricoles et commerciales nationales conçues dans un contexte d'ouverture accrue au libre marché international. Celle-ci est concrétisée notamment par la signature d'accords de libre commerce entre les pays d'Amérique centrale avec les Etats-Unis, d'une part, et l'Union européenne, d'autre part. Sous couvert de politiques favorables au commerce international, les Etats se privent de tout moyen de protéger et de développer une agriculture paysanne ainsi que d'assurer un minimum de protection sociale et alimentaire.

Enfin, après les constats, l'analyse met en exergue les moyens techniques et stratégiques mis en place par les partenaires d'Entraide et Fraternité et leurs réseaux pour défendre, appuyer et valoriser l'agriculture paysanne face au commerce international.

Disponible sur www.entraide.be ou en format papier, sur simple demande.

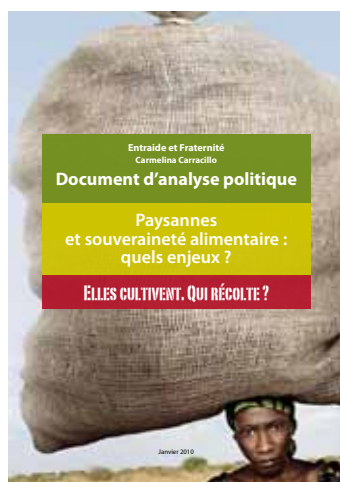


**SANS TERRE
PAS D'AVENIR**

Quels enjeux
pour l'agriculture
paysanne ?



Carmelina Carracillo, François Delvaux, Régis Jahn, Giacomo Monti



Entraide et Fraternité
Carmelina Carracillo
Document d'analyse politique

**Paysannes
et souveraineté alimentaire :
quels enjeux ?**

ELLES CULTIVENT. QUI RÉCOLTE ?

Janvier 2010



Entraide et Fraternité

Document d'analyse politique

Créons un climat
favorable à l'agriculture paysanne

Agriculture paysanne et
changements climatiques :
effets et enjeux

Carmelina Carracillo, Juliette Versieux

Février 2009



Entraide et Fraternité

Document d'analyse politique

**Agriculture paysanne et
Souveraineté Alimentaire**

Cultiver, pas mendier

Carmelina Carracillo

Novembre 2008